

La fraternité d'abord

A moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, nul ne peut savoir qui l'emportera, ni même quels candidats seront présents au second tour. Les échecs des sondages et les péripéties d'une campagne délétère empêchent tout pronostic assuré. Mais il est possible qu'une catastrophe soit en train de se nouer, autour de la double tentation de l'abstention et du discours nationaliste et xénophobe de l'extrême-droite. Le désir de sanction collective contre une classe politique tout entière est si fort, qu'il pourrait faire basculer la République dans une aventure redoutable.

Ce désir est le fruit de multiples facteurs. Il se nourrit de peurs, parfois compréhensibles et légitimes, parfois démagogiquement manipulées. Il se manifeste par un sentiment d'humiliation, personnel et collectif, capable de tout emporter avant de laisser chacun abasourdi. Le « C'est bien fait ! » adressé aux responsables par bulletin de vote interposé risquerait alors de devenir un « Qu'avons-nous fait ? » désemparé, survenant hélas trop tard.

L'Eglise protestante unie de France se garde en général de prendre la parole en période électorale. Mais certaines circonstances l'exigent. Aujourd'hui, devant le danger qui se profile, son Conseil national choisit de le faire, pour trois raisons.

D'abord, en raison du grand respect dans lequel il tient la République. Historiquement, les protestants français ont largement contribué à l'avènement de la République et de la laïcité. Or, l'une et l'autre ont besoin, particulièrement dans les moments de choix critique, de la contribution de toutes les convictions, de la voix de toutes les familles de pensées. La politique réclame du souffle, de l'horizon, des paroles paisiblement mais fortement affirmées.

Ensuite, parce que ces convictions s'articulent à des engagements concrets au service de la société, des plus vulnérables, en particulier des exilés qui demandent à pouvoir vivre et même simplement survivre. Depuis les prises de position constantes de leurs synodes jusqu'à l'action quotidienne et patiente, nos paroisses, nos entraides protestantes et leurs membres ne se contentent pas de croire et de dire, mais essaient aussi de mettre en œuvre l'espérance qui les anime.

Enfin, parce que nos convictions ne s'imposent à personne mais prennent une densité particulière en cette année des 500 ans de la Réforme protestante, ce temps où des croyants lanceurs d'alerte ont su provoquer, dans une société traversée par les peurs, une irruption de confiance.

Aujourd'hui, encore et toujours, le message et la personne de Jésus-Christ nous conduisent à croire que Dieu aime le monde et chacun de ses habitants. Nous croyons qu'il a un projet de réconciliation et de paix, et qu'il nous en fait ambassadeurs. Nous croyons qu'aucun de nous ne serait vivant s'il n'avait été accueilli et accompagné par ses semblables – personnes, collectifs et institutions – et que cette hospitalité dont nous avons bénéficié nous appelle à la gratitude. Nous croyons que toute rencontre est éclairée d'une promesse de fraternité. Nous croyons que les institutions politiques, toujours faillibles et relatives comme nous le sommes tous, ont pour tâche de faire au mieux pour rendre cette fraternité possible et pour la protéger. A quelques jours de Pâques, nous affirmons que la confiance a le pouvoir de traverser toutes les peurs, et qu'elle nous est confiée pour que nous la fassions grandir.

Plutôt que de laisser le dégoût, la colère et les peurs nous enfermer dans le ressentiment, ayons le courage de la fraternité d'abord, et la ténacité de faire et de refaire société ensemble.

Laurent SCHLUMBERGER, pasteur,
président du Conseil national de l'Eglise protestante unie de France